



PARTOUT EN EUROPE, TOUS ENSEMBLE

le 14 novembre 2012

▶ contre l'austérité ▶ et pour l'Europe sociale

Dans toute l'Europe, les politiques d'austérité sont en marche. Un peu partout, il n'est question que de réduire dettes et déficits publics à coups de mesures régressives contre les salariés et la majorité des populations.

Le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG), que la plupart des organisations syndicales combat, constitue une des illustrations les plus tristement emblématiques de ces politiques néfastes.

Et, pendant qu'un grand nombre de gouvernements amputent les dépenses publiques socialement utiles, précarisent les salariés, tapent à bras raccourcis sur les personnels des fonctions publiques, les profits des plus fortunés se portent bien et les dividendes versés aux actionnaires sont au plus haut niveau.

La logique est claire : aux populations de payer la crise engendrée par le système capitaliste.

En France, en dépit de l'élection de François Hollande, les politiques mises en œuvre ne se démarquent pas de l'austérité érigée en dogme.

Les plans de licenciement se succèdent et les finances publiques sont mises à dure épreuve. Que ce soit en matière de salaire, d'emploi ou de réforme fiscale, le changement se fait cruellement attendre.

Tout à l'inverse, au nom de la compétitivité des entreprises, le gouvernement vient d'annoncer de nouvelles mesures, qui sont autant de nouveaux reculs : hausse de la TVA, coupe supplémentaire de 10 milliards

d'euros dans les dépenses publiques (qui s'ajoute donc aux 10 milliards déjà actés)...

Pour la Fonction publique, ses missions et ses agents, ces décisions vont venir aggraver une situation déjà fortement préoccupante après les ravages des années Sarkozy.

Avec les organisations syndicales, Marylise Lebranchu a certes ouvert un agenda social à l'affichage très ambitieux. La CGT s'y est inscrite de manière offensive.

Mais, dans ce contexte de réduction massive des dépenses publiques socialement utiles, on voit mal comment les réponses – pourtant urgentes et indispensables – en matière d'emploi, de pouvoir d'achat, de financement des missions, de conditions de travail, de carrières, pourraient être apportées.

Un chargement radical de cap est plus que jamais indispensable.

C'est pourquoi, la CGT Fonction publique appelle les agents de la Fonction publique à se mobiliser massivement le 14 novembre dans le cadre de la journée d'action européenne contre les politiques d'austérité et pour l'Europe sociale, en participant aux manifestations unitaires organisées dans les départements. Des préavis de grève ont été déposés à cet effet dans les trois versants de la Fonction publique.